

# L'opposition politique en

(9<sup>e</sup> partie et fin)

**Rachid Boudjedra : A leurs misérables attentats contre l'intelligence et la pensée libre opposons plus d'intelligence et plus de pensée libre.**

E- L'opposition constitutionnelle : essai de bilan

• L'opposition politique post-1989 que certains observateurs et secteurs de l'opinion estiment être, aujourd'hui, plus proche de la virtualité que de la réalité — un jugement assez sévère — n'a pas, tout au long de ces 28 dernières années, ménagé ses efforts pour donner des gages sur sa volonté de penser, de regarder et de pratiquer la politique autrement ; dans un rapport de forces très défavorable, si on considère que ses principales mouvances — islamiste, identitaire et de

sur trois tableaux : user de la violence militaire pour en soumettre le bras armé, décomposer, organiquement, sa structure civile et battre le rappel des zaouïas, des imams éclairés de la diaspora et des confréries — en particulier la Tidjania et la Tariqa El-Alaouia du soufi Khaled Bentounès — qui lui fournirent les instruments théologiques nécessaires à l'étalement de ses thèses restauratrices.

Ce travail, lui aussi en cours, s'est poursuivi par la théorisation de «l'Islam de Cordoue», la voie du juste milieu négatrice, évidemment, de tous les autres rites, écoles et sectes, chiite, ahmadite... combattus et persécutés sur toute l'étendue du territoire national.

Dans une sorte de consécration de cette œuvre de ressourcement-purification, la construction de la plus grande mosquée du monde, hors Arabie Saoudi-

bilans négatifs devant la désaffection de leurs électeurs et de leurs supporters, débordés par les surenchères du MAK et tenus de trouver un fonds de roulement de rechange — décentralisation ou régionalisation ? — en vue de se refaire une santé politique.

c- La gauche ne fut pas mieux lotie. Ce n'est pas sur un terrain sécuritaire qu'elle fut neutralisée — pacifique qu'elle a, toujours, été — mais sur celui de la politique, victime tout autant du harcèlement continu du pouvoir d'Etat que de sa propre stratégie de soutien-défiance, de ses divisions et de son élitisme qui la distancieraient des préoccupations du pays profond. Le pire qui lui soit arrivé est de s'être vue préférer l'extrême gauche — le PT — choisie, un temps, pour remplir l'office dévolu, naguère, au PCA et au PAGS. Les formations politiques créées par les anciens dirigeants du sérail n'ont, quant à elles, souffert d'aucun atterroissement dans la mesure où il leur fut signifié, dès leur éclosion, qu'elles étaient, de toutes façons, indésirables, agréées ou pas. Elles furent traitées avec beaucoup de dureté, canalisées, érodées puis transfigurées et leurs fondateurs réduits à rendre les armes sans insister.

L'enseignement que ceux-ci en tirent est que les méthodes «nouvelles» utilisées par le pouvoir d'Etat, pour aussi édulcorées qu'elles devinrent, dans le traitement de la question de l'opposition interne, n'en ont pas moins conservé, intact, le vieux fonds des réflexes du messianisme monopoleur de la ligne doctrinale et politique des origines.

• La consolidation de toutes ces évaluations confirme les hypothèses de travail avancées, au début de cette étude, qui indiquaient que les survivants comme les descendants de la chaîne MALG-EMG-Services de sécurité se sont ingénies, après l'indépendance, à contrôler, entièrement, le processus de production, de gestion et de transmission du pouvoir réel.

Ainsi, et les événements ne l'ont pas infirmé, ce pouvoir est demeuré à la barre, durant 55 ans, retombant à chaque fois sur ses pieds, parvenant à sortir, miraculeusement, indemne des bour-

Par Badr'Eddine Mili



destiné à en renforcer et à en protéger l'architecture.

Si on venait à en sérier les éléments les plus proéminents, on retiendrait :

a)- les Constitutions césaristes dévolutrices de pouvoirs illimités au chef de l'Etat, unique dépositaire des prérogatives de l'exécutif auxquelles sont subordonnés le législatif et le judiciaire considérés, dans les premiers textes, comme des fonctions avant d'être reconnues — théoriquement — dans les suivants, comme des pouvoirs séparés ;

b)- les entités extraconstitutionnelles que furent le Conseil de la Révolution et le Haut-Comité d'Etat, inventés en 1965 et en 1992 par des acteurs militaires hostiles pourtant à toute espèce de transition dans le continuum du fonctionnement des institutions ;

c)- l'introduction dans le système parlementaire du bicaméralisme conçu comme un moyen de censure de l'action législative d'éventuelles majorités opposées ;

d)- la substitution, après 1991, du scrutin proportionnel de liste au scrutin uninominal majoritaire à deux tours ;

e)- la loi électorale et la loi sur les partis, amendées de multiples fois — dernier texte en date : le nouveau régime électoral d'août 2016 et, notamment, son article 186 ;

f)- l'installation d'une commission

**Dans une sorte de consécration de cette œuvre de ressourcement-purification, la construction de la plus grande mosquée du monde, hors Arabie Saoudite, est, subliminalement, voulue comme le symbole de la victoire remportée par l'Etat algérien malékite contre les forces «hérétiques» qui lui en disputaient la centralité.**

gauche — ont été atomisées, recomposées et normalisées — sous des formes moins «nocives» — dans un processus de restriction et de restructuration du champ de l'expression partisane toujours en cours. La concession du multipartisme faite par le pouvoir d'Etat le fut, on l'a vu, plus sous la contrainte que sur un consentement libre et celui-ci — du moins son aile conservatrice la plus dure — n'a eu de cesse de mettre à profit la moindre opportunité ou le moindre faux pas de ses adversaires pour récupérer le terrain perdu en 1989.

La reconquête du contrôle qu'il avait sur le système de gouvernement et sur la société a donné lieu à un travail de containement et de refoulement des opposants, long et patient — un fil ténu mais tenace — qui mobilisa un mix de répression, de fraude et de recentrage doctrinal comportant, au moins, trois types d'action : sécuritaire, idéologique et politique. Les résultats cumulés de ce travail furent synthétisés et coulés dans le moule des révisions constitutionnelles et des réformes de 1996, 2008, 2011 et 2016. Ceci pour dire que, malgré son volontarisme, l'opposition a, toujours, buté sur le mur du démocrato-scepticisme du régime et n'a été, relativement, maîtresse de son initiative que lors du déclenchement des crises aiguës de 1980, de 1991 et de 2001.

Autrement, les mutations qu'elle a connues, en 30 ans d'existence, ont été plus subies que voulues ; elles s'étaient opérées, dans la plupart des cas, en contrepoint à celles engagées par le pouvoir d'Etat, préoccupé par son propre recyclage.

1- Traitement sécuritaire, restauration idéologique et reformatage politique

a- Dans sa confrontation avec la mouvance islamiste, le pouvoir d'Etat joua

te, est, subliminalement, voulue comme le symbole de la victoire remportée par l'Etat algérien malékite contre les forces «hérétiques» qui lui en disputaient la centralité. Celui-ci veut par là faire la démonstration que la société algérienne participe et adhère, à part entière, à son projet islamique médian et qu'il est, plus que jamais, le protecteur et le garant constitutionnels de l'Islam de la Proclamation du 1<sup>er</sup> Novembre 1954. Le reformatage politique a été entrepris, simultanément, avec la même méthode chirurgicale ; la forteresse du FIS détruite, une kyrielle de formations, clonées, lui furent substituées, régulièrement, redressées, pour les plus récalcitrantes.

b- Cette stratégie de maintien à distance, de répression, puis de récupération a été, également, expérimentée sur la mouvance identitaire, avec un relatif succès, puisqu'après leur réduction par la violence, les mouvements de 1980 et de 2001 furent neutralisés par une longue guerre d'usure et mises sur les rails d'une moindre radicalisation.

Leurs revendications culturelles et linguistiques furent, dans leur quasi-totalité, satisfaites, incluant les autres dérivées de l'amazighité : chaouie, mozabite, targaie... et l'on est arrivé à une situation où le pouvoir d'Etat apparut comme le véritable gagnant de l'épreuve, poussant ses derniers contradicteurs sur le terrain de «l'extrémisme sécessionniste antinational».

Politiquement, la normalisation qui alterna répulsion et attraction fut tout aussi rentable. Dans les conjonctures de compromis, les partis identitaires furent cooptés dans le gouvernement, mais, dès qu'ils boycottèrent les élections ou manifestèrent des velléités d'échappée libre, ils tombaient sous le coup de la mise en quarantaine. Affaiblis par leur tiraillement entre l'oppositionnisme stérile et le participationnisme compromettant, ils en sont, aujourd'hui — surtout après les élections de mai 2017 — à dresser des

rasques de 1962, 1965, 1980, 1988, 1991 et 2001, avec l'idée fixe d'empêcher ses anciens partenaires dans le Mouvement national de prétendre, en tant qu'opposition, diriger, un jour, l'Etat, sans lui ou d'égal à égal.

2- L'encadrement juridique du pouvoir d'Etat et de l'opposition

C'est cette volonté, inlassable, du pouvoir d'Etat, de se prémunir contre toute mauvaise surprise et de contenir l'opposition, d'hier et d'aujourd'hui, dans des limites, soigneusement, balisées qui a servi de boussole au législateur algérien, artisan d'un impressionnant arsenal constitutionnel, législatif et réglementaire

«indépendante» de surveillance des élections, à l'occasion de la première présidentielle pluraliste de 1995, permanisée, en 1997, sous la forme de la Cnisl, puis, en 1999, de la Cnisp, ouvertes aux représentants des partis politiques et de l'Administration, principe sur lequel le gouvernement est revenu déléguant, en 2017, ce rôle, constitutionnalisé, à une Haute instance indépendante de surveillance des élections (Hiise), composée de magistrats et de «personnalités» nommés par décret présidentiel ;

g)- l'augmentation, en 2012, du nombre de députés dont le mandat n'est plus national mais local, passant de 389 à 462, après les nouveaux découpages administratifs du territoire ;